

**RAPPORT N°2023/6-06
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

OBJET

MARCHE DE TRANSPORT DES CAISSONS DES DECHETTERIES DE SAINT-DENIS VERS DIFFERENTS EXUTOIRES- LOT 1 et 2 (n°22/48)- AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT N°1 LIE AU NOUVEL EXUTOIRE POUR LE TRAITEMENT DES METAUX

La désignation, par appel d'offres, d'un nouveau prestataire de valorisation des déchets métaux, par SYDNE implique un changement d'exutoire **à partir du 08 novembre 2023** pour le transport des caissons des déchets métaux issus de nos déchetteries, ce qui induit des modifications sur les distances à parcourir pour les prestations de transport, ayant une incidence sur le coût.

Le site de dépôt du nouveau prestataire de valorisation (METAL REUNION) est basé au Port, alors que le précédent site était CRMM à Sainte-Marie.

Le marché de transport des caissons des déchetteries a été passé :

Pour le lot 1, avec le groupement de la société SASU GREEN OI et JS TRANSPORTS le 08 juin 2022

Durée du marché :

Ce contrat est applicable pour les déchetteries de La Montagne, Bellepierre et Bois de Nèfles, à compter **du 01 juillet 2022** et pour les déchetteries de Sainte-Clotilde, Cité Hyacinthe et de La Bretagne, à compter **du 01 août 2022**.

La durée du contrat est de 45 mois pour les déchetteries de La Montagne, Bellepierre, de Bois de Nèfles et de 43 mois, pour les déchetteries de Sainte-Clotilde, Cité Hyacinthe et de La Bretagne.

Montant du marché :

2 370 025 € HT

Pour le lot 2, avec la société TTWS le 08 juin 2022

Durée du marché :

Ce contrat est applicable à compter du 01 juillet 2022 pour une durée de 44 mois.

Montant du marché :

1 284 167,28 € HT

Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures ou à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies. Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables au cas de modification prévue au présent article.

Il convient d'intégrer pour ce marché les modifications de coût de transport pour les caissons de déchets métaux des déchetteries lié à la modification des distances de transport, par avenant N°1. Les prix unitaires relatifs au transport de ces déchets métaux seront modifiés au prorata de la modification des distances de transport. Sur la base des estimations des détails quantitatifs (DQE) de ce marché.

Pour le lot 1 :

- Montant initial du marché (a) 2 370 025,00€ HT
- Produit des révisions arrêté au mois d'août 2023 (b) 23 325,99 € HT
- Total marché initial augmenté suite à la révision des prix (a + b) : 2 393 350,99 € HT.
- Montant supplémentaire avenant : 65 754,89 € HT
- % d'augmentation apprécié au regard du montant du marché initial augmenté suite à la révision des prix : 2,75 %.
- Nouveau montant total HT du marché (hors révision des prix) : 2 435 779,89 € HT
- Nouveau montant total TTC du marché (hors révision des prix) : 2 486 931,27 € TTC

- Soit un surcoût de 65 754,89 €HT pour la période restante (29 mois) pour le lot 1 soit une hausse de 2,75 % du montant initial augmenté du produit des révisions. Pour ce lot le montant du marché passe ainsi de 2 370 025 €HT à 2 435 779,89 €HT.

Pour le lot 2 :

- Montant initial du marché (a) 1 284 167,28 € HT
- Produit des révisions arrêté au mois d'août 2023 (b) 16 677,26 € HT
- Total marché initial augmenté suite à la révision des prix (a + b) : 1 300 844,54 € HT.
- Montant supplémentaire avenant : 121 458,40 € HT
- % d'augmentation apprécié au regard du montant du marché initial augmenté suite à la révision des prix : 9,34 %.
- Nouveau montant total HT du marché (hors révision des prix) : 1 405 625,68 € HT
- Nouveau montant total TTC du marché (hors révision des prix) : 1 435 143,82 € TTC
- Soit un surcoût de 121 458,40 €HT pour la période restante (28 mois) pour le lot 2 soit une hausse de 9,34 % du montant initial augmenté du produit des révisions. Pour ce lot le montant du marché passe ainsi de 1 284 167,28 €HT à 1 405 625,68 €HT

A noter que les clauses de prix de reprise de matériaux du nouveau marché de SYDNE sont plus favorables induisant un cout global de valorisation moindre par rapport au précédent marché (gain de + 45,4 %)

L'avenant du lot 2 a été présenté à la commission d'appel d'offres, en séance du 31 octobre 2023 qui a émis un avis favorable à sa passation

Toutes les autres clauses du marché non modifiées par le présent avenant n°1 demeurent applicables et inchangées.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché de transport de caissons des déchetteries de la CINOR (22/48) passé avec le groupement de la société SASU GREEN OI et JS TRANSPORTS, pour le lot 1, lié à la modification de destination des déchets métaux pour un montant supplémentaire global évalué à 65 754,89 € h.t pour la période d'exécution restante, (à partir du 08 novembre, soit 29 mois) ;
- Approuver l'avenant n° 1 au marché de transport de caissons des déchetteries de la CINOR (22/48) passé avec la société TTWS, pour le lot 2, lié à la modification de destination des déchets métaux pour un montant supplémentaire global évalué à 121 458,40 € h.t pour la période d'exécution restante, (à partir du 08 novembre, soit 28 mois) ;
- Autoriser Le Président à signer l'avenant N°1, pour chaque lot, au marché de transport des caissons des déchetteries de la CINOR, modifiant les montants prévisionnels de ces lots, tel que précisé ci-dessus.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL

**DECISION N°2023/6-06
du Bureau de la Communauté
en séance du 02 novembre 2023**

OBJET

MARCHE DE TRANSPORT DES CAISSONS DES DECHETTERIES DE SAINT-DENIS VERS DIFFERENTS EXUTOIRES- LOT 1 et 2 (n°22/48)- AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT N°1 LIE AU NOUVEL EXUTOIRE POUR LE TRAITEMENT DES METAUX

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liées aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Vu l'avis de la Commission d'Appels d'offres ;

Sur le RAPPORT n° 2023/6-06 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n°1 au marché de transport de caissons des déchetteries de la CINOR (22/48) pour chaque lot, pour les montants supplémentaires suivants :

Lot 1 : 65 754,89 € HT
Lot 2 : 121 458,40 € HT

ARTICLE 2

D'autoriser Le Président à signer l'avenant N°1, pour chaque lot du marché de transport des caissons des déchetteries de la CINOR, modifiant les montants prévisionnels de chaque lot tel que précisé dans le rapport.

Nombre de votants : 14 Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**